



Le bulletin

DISPONIBLE SUR L'INTERNET
WWW.USMISSION.CH

Hebdomadaire

CETTE SEMAINE

8 OCTOBRE 2003

M. BUSH : LE RAPPORT SUR LES ARMES EN IRAK DÉVOILE DES VIOLATIONS DE LA RÉOLUTION 1441
Les propos du 3 octobre du président des Etats-Unis à la presse 1

M. POWELL FAIT LE POINT DE LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT
Son discours au premier forum arabo-américain tenu à Détroit 2

DES PARTENARIATS MONDIAUX SONT NÉCESSAIRES POUR RELEVER LES GRANDS DÉFIS
Discours du secrétaire d'Etat adjoint Richard Armitage 3

TED STEVENS : POUR GAGNER LA GUERRE CONTRE LA TERREUR, LE CONGRÈS DOIT AGIR VITE
Article du sénateur Stevens de l'Alaska 7

LAMAR ALEXANDER : DIX FAÇONS DE LUTTER CONTRE LE SIDA EN AFRIQUE
Article de M. Alexander, sénateur républicain du Tennessee, paru dans le Washington Times 9

LES ÉTATS-UNIS SALUENT LE DÉMARRAGE DE LA MISSION DE L'ONU AU LIBERIA
Communiqué du département d'Etat.....10

M. BUSH : LE RAPPORT SUR LES ARMES EN IRAK DÉVOILE DES VIOLATIONS DE LA RÉOLUTION 1441

Les propos du 3 octobre du président des Etats-Unis à la presse

Le président Bush a affirmé, le 3 octobre, que le rapport intérimaire sur les armes irakiennes de destruction massive (ADM) que venait de rendre public l'inspecteur en armement des Etats-Unis, M. David Kay, contenait la preuve irréfutable que l'ancien régime de Saddam Hussein violait la résolution 1441 du Conseil de sécurité des Nations unies réclamant le désarmement de l'Irak.

S'adressant à la presse à l'issue d'un entretien à la Maison-Blanche avec l'ancien chef de la police new-yorkaise, M. Bernard Kerik, M. Bush a déclaré que le rapport montrait bien que le régime baassiste possédait "un réseau clandestin de laboratoires biologiques, une souche active du bacille botulique, agent extrêmement meurtrier, et poursuivait des programmes sophistiqués de dissimulation ainsi que des travaux avancés de fabrication de missiles interdits de longue portée".

Ce rapport prouve "que Saddam Hussein représentait un danger pour le monde", a affirmé le président.

Citant le rapport, M. Bush a souligné que les programmes irakiens d'ADM "duraient depuis plus de vingt ans, impliquaient des milliers de personnes et des milliards de dollars de dépense, et se poursuivaient dans le plus grand secret grâce à des opérations très élaborées de sécurité et de dissimulation".

Ces opérations de dissimulation, puis la destruction systématique des preuves de ces activités, ont continué même après le renversement du régime, en avril 2003, a déclaré le président.

Outre ces efforts très poussés de camouflage, M. Kay a découvert en Irak des indices de la destruction systématique des preuves des activités illicites. Son rapport est provisoire étant donné qu'il faut encore faire de longs travaux d'analyse des programmes biologiques, chimiques et nucléaires de l'ancien dictateur irakien. Mais d'ores et déjà, a dit M. Bush, il est clair que Saddam Hussein était un danger pour le monde, qu'il trompait sciemment la communauté internationale et que ses programmes violaient clairement la résolution 1441 du Conseil de sécurité des Nations unies.

L'ex-directeur de la police new-yorkaise, M. Kerik, qui avait été envoyé à Bagdad pour y organiser une force de police, a indiqué lors de la conférence de presse qu'au cours des quatre mois passés, son équipe avait reconstitué une force de 40.000 agents dotés de 450 véhicules de police et remis en service 35 commissariats.

M. POWELL FAIT LE POINT DE LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT

Son discours au premier forum arabo-américain tenu à Détroit

Dans un discours prononcé le 29 septembre, à Détroit, à la session inaugurale du Forum arabo-américain, le secrétaire d'Etat américain, M. Colin Powell, a fait le point des difficultés politiques et économiques auxquelles le Moyen-Orient avait à faire face à l'heure actuelle.

“Le succès dans un domaine facilite le succès dans d'autres, a-t-il dit. Mais l'inverse est également vrai. Un échec en Irak, ou dans la recherche de la paix entre Israéliens et Palestiniens, ou encore dans la lutte contre la prolifération d'armes meurtrières de destruction massive, constitue un revers pour la cause de la paix, de la prospérité et de la liberté dans toute la région.”

Le secrétaire d'Etat a énuméré certains des progrès réalisés sur la voie de la reconstruction de l'Irak : “On a rouvert des hôpitaux et des cliniques, qui maintenant soignent des malades (...) Les Irakiens se remettent au travail, notamment les 35.000 Irakiens qui travaillent à rétablir les écoles du pays. Plus de 90 % de ces écoles ont rouvert leurs portes.”

De plus, a-t-il dit, “lors de ma réunion ce matin avec mon équipe, on m'a informé que la production d'électricité en Irak avait maintenant atteint 3.700 mégawatts, chiffre supérieur à la production qui existait à la fin du régime de Saddam Hussein.”

Certes, la sécurité demeure précaire en Irak, a reconnu M. Powell. “Nous savons que la sécurité en Irak pose encore des problèmes, et que nous continuons d'enregistrer des pertes face aux irréductibles du régime baassiste, aux criminels de droit commun et aux terroristes, qui voudraient renvoyer le pays à son passé tragique. Nous ne laisserons pas ces assassins de l'espoir l'emporter. Nous savons que nos forces et les forces de sécurité irakiennes, à mesure qu'elles s'étofferont, seront capables de venir à bout de ces ennemis de la paix.”

Au sujet de la conférence de donateurs en faveur de la reconstruction de l'Irak, prévue pour octobre à Madrid, M. Powell a affirmé que l'Irak avait besoin de l'appui des autres pays et le méritait. “Tous les pays de bonne volonté devraient s'avancer pour offrir leur appui.”

“Nous ne sommes pas naïfs, en ce qui concerne l'immensité de la tâche qu'il nous reste à accomplir. La victoire militaire s'est faite à un prix. Il en sera de même de la victoire pour la paix.”

Passant au comité israélo-palestinien, le secrétaire d'Etat a réaffirmé la détermination des Etats-Unis et de leurs partenaires au sein du Quatuor à appliquer la feuille de route, tout en soulignant qu'il appartenait aux Israéliens et aux Palestiniens de tenir leurs engagements.

“Les Palestiniens doivent se doter d'une direction résolue à lutter contre le terrorisme. Ils doivent avoir un premier ministre investi de l'autorité nécessaire pour combattre la terreur et la violence et rétablir l'ordre public.

“De même, Israël a des obligations. Les colonisations doivent cesser. Les implantations avancées doivent être démantelées conformément à la feuille de route. Israël doit prendre des mesures en vue d'inverser la détérioration de la situation économique et humanitaire en Cisjordanie et à Gaza, en s'employant tout spécialement à éliminer les postes de contrôle et à rétablir la libre circulation des biens et des personnes.”

M. Powell a invité tous les hommes d'affaires influents et les hautes personnalités présentes au Forum à travailler ensemble à forger un avenir économique et politique plus prometteur pour les peuples du Moyen-Orient.

DES PARTENARIATS MONDIAUX SONT NÉCESSAIRES POUR RELEVER LES GRANDS DÉFIS

Discours du secrétaire d'Etat adjoint Richard Armitage

Selon le secrétaire d'Etat adjoint Richard Armitage, le succès en Irak exige "une direction américaine confiante, s'exerçant dans le cadre d'un vaste effort mondial et en coopération avec de nombreuses nations". Ce sont là, dit-il, les conditions qui doivent également être réunies pour relever les autres grands défis, depuis la reconstruction de l'Afghanistan jusqu'à l'établissement de la paix en Israël et en Palestine.

M. Armitage a déclaré que ce "système mondial de partenariats" devrait s'appliquer au maintien de l'actuelle coalition contre le terrorisme, à l'opposition aux ambitions nucléaires de la Corée du Nord et de l'Iran et aux interventions visant "à faire face à des défis d'une ampleur aussi vaste que celui du VIH/sida, pour lesquels il ne saurait y avoir de solution militaire, ou même à tirer parti de possibilités exceptionnelles qui se présentent dans les domaines de l'expansion du commerce et de l'investissement, du partage de la propriété intellectuelle, de la productivité agricole et des technologies de l'information".

Pour les Etats-Unis, il s'agit d'appartenir à des organisations multilatérales comme "une OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) revitalisée et en expansion, une OMC (Organisation mondiale du commerce) au service des intérêts de tous ses membres et des entreprises telles que l'Initiative du partenariat du Moyen-Orient", a-t-il déclaré à la "Eisenhower National Security Conference" à Washington, le 26 septembre. Il s'agit également, a-t-il noté, "d'entretenir un réseau de relations avec nos alliés de longue date en Europe et avec nos amis les plus récents de par le monde pour y inclure la Russie et la République populaire de Chine, qui sont intervenus de plus en plus en tant que partenaires en faveur de diverses causes communes allant du commerce et de l'investissement à la guerre contre le terrorisme".

M. Armitage a déclaré à son auditoire que l'expérience irakienne mettait en évidence "une autre vérité permanente, à savoir que la puissance d'une nation et toutes les pressions que cette puissance peut exercer ne sont jamais venues et ne proviendront jamais exclusivement de la force militaire".

Pendant que les forces de la coalition oeuvrent de concert en Irak, a-t-il dit, "nous devons, nous aussi, défendre un autre terrain", car la victoire en Irak "ne viendra pas seulement lorsque nos soldats pourront affirmer leur présence sans crainte d'attaques ou d'embuscades ; elle viendra lorsque la lumière se rallumera dans tout le pays, lorsque de l'eau propre coulera dans tous les robinets. Elle viendra lorsque les gens pourront vaquer à leurs occupations dans les rues de Kirkouk, de Bagdad et de Karbala. Elle viendra lorsque l'Irak sera gouverné par des Irakiens, choisis librement et équitablement par leurs concitoyennes et concitoyens."

On trouvera ci-après la transcription des propos de M. Armitage :

Exposé présenté à la Eisenhower National Security Conference Richard Armitage, Secrétaire d'Etat adjoint Washington

Le 26 septembre 2003

Je vous remercie, M. Nolan, de m'avoir présenté en des termes aussi atteurs, en fait presque assez extravagants pour un éloge funèbre, ce qui me mettrait en quelque sorte dans l'obligation de dépasser ici-même sur le champ. Mais vous n'aurez pas cette chance car j'ai bien l'intention de vous présenter mes ré exions. Rassurez-vous, je ferai de mon mieux pour ne pas provoquer de décès dans l'assistance en restant relativement bref dans mes propos.

Je suis honoré d'être en ces lieux. J'ai participé dans le passé à la série Eisenhower, série qui offre depuis longtemps une tribune à certains des penseurs stratégiques les plus doués de notre nation et leur permet de se réunir pour remettre en question l'orthodoxie du jour sur les relations entre la stratégie politique et la stratégie militaire. Dans ce contexte, je ne m'étonne pas que le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Schoomaker, soit l'un des parrains de cette manifestation. Sur le champ de bataille ou au sein des instances de l'administration, Peter Schoomaker n'a jamais trouvé de défi qu'il n'ait pas relevé et dont il ne soit venu à bout.

Et à propos de défis, j'ai cru comprendre que je me présentais à cette conférence en serre-file, après des sommités telles que (le ministre de la défense) Don Rumsfeld et mon ami Joe Nye (doyen de la John F. Kennedy School of Government de l'université Harvard). J'ai donc moi aussi un défi à relever ici.

Je crois que parmi ces intervenants, M. Rumsfeld a beaucoup de mérite. Son attachement infatigable à la tâche de la transformation de nos forces en une armée souple, légère, agile et agressive contribue à orienter notre pays sur la voie d'un avenir plus sûr. Certes, en Irak, nous avons vu les forces de la coalition reliées par des réseaux d'information, avec la surveillance aérienne qui guidait les troupes au sol et les unités de reconnaissance au sol qui aidaient les forces aériennes, le tout en temps réel. Et cela nous a donné une opération militaire qui était efficace, capable de réagir et d'une absolue précision dans sa létalité.

On peut considérer, en effet, que nous sommes parvenus à une remarquable convergence dans l'histoire de notre nation, certainement dans l'établissement de ce rapport entre la stratégie politique et la stratégie militaire qui nous permet de faire usage de la force de nos armes de manière conforme à nos objectifs en tant que société. Nous disposons de troupes bien entraînées et fortement motivées, dotées d'un matériel d'une haute sophistication technologique. Elles peuvent se charger de toute mission que nous jugeons nécessaire pour la défense de nos intérêts, tout en minimisant dans des proportions considérables les dégâts causés à l'infrastructure, aux biens civils et aux populations et en maximisant notre aptitude à protéger nos forces de combat.

Et cependant, malgré ces forces militaires les plus puissantes que l'histoire ait jamais connue, nous constatons qu'il y a un certain nombre de variables qui n'ont guère évolué. Ainsi, c'est toujours le soldat sur le champ de bataille, qui s'empare du terrain et qui s'y tient, qui contrôle le terrain, qui détermine en dernier ressort l'issue du combat. C'est toujours l'inéluctable pression exercée par un soldat en territoire ennemi, baïonnette au canon, qui fait plier l'ennemi et le soumet à notre volonté, et l'Irak nous a montré à tous combien cela est important.

L'Irak a également mis en évidence une autre vérité permanente, à savoir que la puissance d'une nation et toutes les pressions que cette puissance peut exercer ne sont jamais venues et ne proviendront jamais exclusivement de la force militaire. Après tout, même ce soldat essentiel qui prend un territoire et qui s'y maintient ne peut pas le faire indéfiniment, en particulier lorsqu'il appartient à une force constituée entièrement de volontaires d'une nation démocratique.

Et donc, de même que le soldat doit défendre son terrain, comme le font actuellement en Irak nos forces et celles

de 31 autres pays, nous devons, nous aussi, défendre un autre terrain. Car la victoire en Irak ne viendra pas seulement lorsque nos soldats pourront affirmer leur présence sans crainte d'attaques ou d'embuscades ; elle viendra lorsque la lumière se rallumera dans tout le pays, lorsque de l'eau propre coulera dans tous les robinets. Elle viendra lorsque les gens pourront vaquer à leurs occupations dans les rues de Kirkouk, de Bagdad et de Karbala. Elle viendra lorsque l'Irak sera gouverné par des Irakiens, choisis librement et équitablement par leurs concitoyennes et concitoyens.

Grand et noble objectif que celui-là, dont les Etats-Unis acceptent la responsabilité et qui ne saurait être réalisé à la hâte. Après tout, la démocratie consiste en autre chose que d'organiser un scrutin. Elle consiste à élaborer tout un système, un système de lois, un système de garanties des droits de tous les peuples, et toutes les institutions nécessaires au bon fonctionnement de la société civile et de l'économie.

Aujourd'hui, en Irak, les Etats-Unis et leurs partenaires ont préparé le terrain pour que ce type de développement puisse avoir lieu. Et nous avons à présent l'obligation, envers nos hommes et femmes en uniforme, de faire usage de tous les instruments dont nous disposons pour aller de l'avant, et pas seulement de notre puissance militaire, mais aussi de notre force politique et économique et de l'énergie et de l'optimisme du caractère américain.

Nous devons également agir de concert avec les autres pays. Nous n'avons jamais visé à des gains territoriaux par la conquête de l'Irak. Et pour notre crédibilité au niveau mondial, pour disposer des ressources dont nous aurons besoin pour soutenir le présent effort le temps qu'il faudra pour réussir, nous devons absolument coopérer avec les autres pays et le faire en partenaire et non pas en patron.

Saddam Hussein était animé de desseins meurtriers et d'insatiables ambitions extraterritoriales. Il a tué des centaines de milliers de ses concitoyens dans des guerres livrées contre ses voisins et contre ses opposants intérieurs, et dans ses tentatives visant à redessiner la carte de l'Irak, la carte démographique de l'Irak. Le contrôle qu'il exerçait sur les deuxièmes réserves pétrolières du monde l'ont non seulement maintenu au pouvoir, en lui donnant en fait un chèque en blanc pour se doter d'un arsenal d'armes classiques et non conventionnelles, mais cela lui a également permis de déstabiliser la région et de

menacer nos intérêts vitaux dans une mesure disproportionnée par rapport à son pouvoir réel.

Toute la pression considérable exercée par la communauté internationale n'a abouti à aucun changement. Les sanctions, si bien intentionnées qu'elles aient été, n'ont jamais empêché Saddam Hussein de dépenser des milliards comme il l'entendait. Et donc, abstraction faite des désaccords sur les actions que nous avons été contraints d'engager en mars, tous les autres pays de la communauté internationale savaient qu'en ce qui concernait l'Irak, la situation devrait être réglée un jour ou l'autre.

L'Irak est une société fermée depuis plus d'une génération et il était donc difficile de savoir exactement quelles étaient les conditions dans lesquelles la population vivait. Oh, nous savions que la situation était mauvaise, mais elle était pire que tout ce que nous avons pu imaginer. Je veux parler des gens que Saddam Hussein a torturés, assassinés et jetés à la fosse commune. Je veux parler de sa négligence criminelle de l'infrastructure matérielle. Bechtel a procédé à une évaluation globale de l'Irak en avril et a constate que les routes, les ponts, les stations de traitement des eaux usées, le matériel de production du pétrole et les centrales électriques avaient été laissés à l'abandon pendant près de deux décennies. Et dans de nombreux cas, cette infrastructure en décrépitude portait les marques de trois guerres successives. Je veux parler enfin des terribles dommages que Saddam Hussein a infligés à l'infrastructure psychologique de la société irakienne.

Et il est donc temps que le monde s'attelle à la tâche d'aider le peuple irakien. Et il est impératif que nous réussissions. Ce n'est pas seulement une question de principe qui tiendrait à ce que nous avons en quelque sorte une obligation d'agir à cet effet et pas même parce que nous voulons atténuer les souffrances, si grandes qu'elles soient, du peuple irakien. La triste réalité est qu'il y a des gens qui souffrent dans le monde entier et que la première obligation de toute nation à cet égard est de penser à sa propre population. Il est impératif que nous réussissions à assurer la sécurité de l'Irak maintenant que nous l'avons sauvé, parce qu'il y va de nos propres intérêts nationaux, parce qu'il est conforme au caractère américain de terminer le travail commencé et de le terminer convenablement, et parce qu'il y va des intérêts vitaux de la communauté internationale de faire en sorte que cette nation située au coeur du Moyen-Orient, le berceau même de la civilisation et l'un des piliers de l'économie moderne, cesse non seulement d'être une menace pour la région et pour le monde, mais également

qu'elle devienne une source de stabilité et de succès dans les circonstances actuelles.

Les Etats-Unis et une coalition de 46 pays s'emploient à faire en sorte que l'Irak parvienne à ce succès et à la stabilité. Mais je tiens à préciser clairement qu'il ne s'agit pas d'une occupation au sens où le monde l'entend généralement, terme qui inspire des appréhensions compréhensibles à nos amis et alliés. La France ne se souvient certainement que trop bien de sa propre expérience dévastatrice et dégradante de la Deuxième Guerre mondiale. Et en fait, c'est bien la marque de l'esprit indomptable de la France que le peuple de Paris ait libéré sa ville de l'intérieur, au moment même où la Deuxième Division blindée des Forces françaises libres ouvrant la voie aux troupes américaines pénétrait dans la ville. Mais le Troisième Reich n'avait aucunement l'intention de rendre Paris aux Français, et certainement pas intact.

Nous assistons aujourd'hui en Irak à une situation inverse. C'est Saddam Hussein qui a dévasté son propre pays et ce sont les restes de son réseau de collaborateurs, avec leurs recrues étrangères, qui poursuivent aujourd'hui ce vil travail. Ces gens n'offrent rien à leur pays, tout comme les talibans et leurs maîtres d'Al-Qaïda n'avaient rien à offrir au peuple afghan hormis un cycle continu de mort, de pillage et de destruction. Il n'est tout simplement pas envisageable de rendre les plus de 23 millions d'Irakiens à ce sort, pas plus que cela n'est envisageable en Afghanistan.

Et donc Paris, en fin de compte, a été sauvé. Pas seulement par la volonté de ses habitants et des forces armées alliées, mais par l'ingéniosité et par l'esprit d'entreprise et par ce massif investissement dans l'avenir mentionné tant de fois au cours de votre conférence, le Plan Marshall. Le président Bush a d'ailleurs évoqué ce plan dans son discours prononcé aux Nations unies. La vision de George Marshall, accueillie avec scepticisme à l'époque, a été appliquée. L'intention de ce plan n'était pas strictement humanitaire et il ne visait pas strictement non plus à la sécurité, bien qu'il ait eu pour but de faire en sorte que nous ne soyons pas entraînés dans une autre guerre. Notre propre intérêt économique avait aussi quelque chose à y voir. Et d'ailleurs, aujourd'hui, l'Union européenne est le plus grand partenaire économique de notre pays, avec quelque 376 milliards de dollars de flux commerciaux annuels et des centaines de milliards de dollars d'investissements.

Il s'agit de même en Irak de secours humanitaires, et de sécurité, et de notre propre intérêt. Et ici encore, le coût

de notre investissement sera justifié. Je tiens à ce propos à vous rappeler une dure vérité : les 20 milliards de dollars demandés par le président Bush pour la reconstruction peuvent sembler beaucoup, mais nous avons dépensé des sommes encore plus considérables pour lutter contre Saddam Hussein et le contenir au cours des 13 dernières années. A présent, nous devons être prêts à dépenser nos ressources pour établir la paix, pas seulement pour faire la guerre.

Les Irakiens, dans leur vaste majorité, veulent recouvrer leur pays. Et s'ils sont, chose compréhensible, préoccupés par le calendrier, ils se sont engagés sur une voie qui leur permettra de réaffirmer leur souveraineté. L'Autorité provisoire de la coalition et Jerry Bremer ont à mes yeux beaucoup de mérite dans les progrès considérables accomplis à ce jour et dans la définition des mesures qui devront être mises en oeuvre pour appuyer l'élaboration d'une démocratie véritable. Mais en dernière analyse, seul le peuple irakien pourra se défaire du terrible patrimoine que lui a légué Saddam Hussein.

La constitution de leur nouveau patrimoine exigera une bonne gouvernance, un relèvement économique et la reconstitution de la société civile et, à l'évidence, une amélioration de la sécurité. Le Conseil de gouvernement irakien a maintenant été reconnu en tant que représentant intérimaire légitime du peuple irakien par la Ligue arabe, l'OPEP, le Conseil de sécurité des Nations unies et, tout récemment, par l'Assemblée générale des Nations unies. Il a nommé 25 nouveaux ministres. Et la mort tragique hier (25 septembre) de Mme Akila al-Hachemi est en fait venue donner à ses collègues une raison supplémentaire de poursuivre leur tâche, en leur rappelant une fois encore que l'avenir de l'Irak est entre leurs mains. Certes, le développement politique n'aboutira que s'il se double d'un développement économique. Il a donc été entrepris toute une gamme de projets, notamment de réparation, qui permettront pour la première fois depuis des générations d'assurer la fiabilité de l'infrastructure. La réparation de l'infrastructure psychologique, elle, sera malheureusement plus difficile. L'économie a été minée pendant longtemps par les subventions généralisées, le vol et un marché noir substantiel. Mais l'Irak a toujours disposé des ressources naturelles et humaines dont il avait besoin pour nourrir sa population et alimenter l'économie et les Irakiens doivent à présent trouver la volonté de le faire. Nos forces armées ont déblayé le chemin et l'Autorité provisoire de la coalition aide à présent à constituer une société civile saine qui sera en mesure de soutenir une économie de marché et un gouvernement représentatif, avec de meilleures écoles, de meilleures banques locales,

de meilleurs hôpitaux, mais aussi des associations de parents d'élèves et des conseils municipaux locaux, et des emplois rémunérés grâce aux contrats de reconstruction.

Certes, pour que tous ces vaillants efforts réussissent, il faut que la sécurité soit assurée. Nous continuerons donc à cette fin de recruter et de former des forces irakiennes pour assurer le maintien de l'ordre dans les lieux publics et pour protéger les gens et les biens. Et en fait, la demande de fonds supplémentaires du président prévoit 5 milliards de dollars de plus pour cette seule tâche.

Je crois que les Irakiens, dans leur grande majorité, ont soif de retrouver une vie normale. Et je crois que c'est là un désir qui finira par se réaliser. En fait, je soupçonne que l'un des principaux défis que nous avons à relever est celui de la patience. Une fois encore, la démocratie n'est pas un remède instantané. C'est un système composé d'éléments imbriqués, de groupements de citoyens, d'institutions et, en fait, d'entreprises commerciales et industrielles, qui ne peut s'établir que progressivement lorsqu'il ne leur a pas été permis de se développer librement. Si la coalition quitte le pays prématurément, tout ce que nous avons accompli jusqu'ici, tous les sacrifices de nos soldats et des millions d'Irakiens qui aspirent à une vie meilleure pourraient être rapidement réduits à néant.

Je sais bien que l'on m'avait demandé de vous parler aujourd'hui de la puissance nationale dans son ensemble, sujet quelque peu modeste, dois-je dire. Et il peut sembler que j'aie pris une tangente et que je me sois écarté de ce sujet magistral en concentrant mon propos à ce point sur l'Irak. En fait, je suis sûr que l'Irak a été le thème dominant de la présente conférence et il convient qu'il en soit ainsi. Car il se pourrait fort bien que l'Irak soit un cas type d'une importance critique pour le siècle nouveau. Je crois, en fait, que nos actions d'aujourd'hui en Irak détermineront le type de monde que nous souhaitons et la place que l'Amérique y occupe.

Ce qu'il faudra pour réussir en Irak, une direction américaine confiante s'exerçant dans le cadre d'un vaste effort mondial, en coopération avec de nombreuses nations, c'est aussi ce qu'il faudra pour relever les autres grands défis de notre temps. Ces défis comprennent la reconstruction de l'Afghanistan et le maintien de la grande coalition mondiale contre le terrorisme, la persuasion qui l'emportera contre les ambitions nucléaires de la Corée du Nord et de l'Iran et l'apport de la paix à Israël et à la Palestine. Mais il s'agira également de faire face de manière adéquate à des défis d'une ampleur aussi vaste

que celui du VIH/sida, pour lesquels il ne saurait y avoir de solution militaire, ou même de tirer parti de possibilités exceptionnelles qui se présentent dans les domaines de l'expansion du commerce et de l'investissement, du partage de la propriété intellectuelle, de la productivité agricole et des technologies de l'information. Il faudra pour cela un système mondial de partenariats.

Pour les Etats-Unis, il s'agit d'appartenir à des organisations multilatérales productives, comme une OTAN revitalisée et en expansion, une OMC au service des intérêts de tous ses membres et des entreprises telles que l'Initiative du partenariat du Moyen-Orient. Mais il s'agit également d'entretenir un réseau de relations avec nos alliés de longue date en Europe et nos amis les plus récents de par le monde pour y inclure la Russie et la République populaire de Chine, qui sont intervenus de plus en plus en tant que partenaires en faveur de diverses causes communes allant du commerce et de l'investissement à la guerre contre le terrorisme. A ce propos, nous nous attendons à ce que le président Poutine et le président Bush puissent tirer parti de leurs relations personnelles cordiales pour approfondir les relations qui unissent nos deux pays lors de leur sommet de Camp David ce soir et demain (26 et 27 septembre).

Je crois que nous connaissons tous le sondage du Pew Research Center sur les attitudes mondiales, qui a mis en évidence un fort courant d'anti-américanisme dans le monde. Mais il ne faut pas oublier que ce même sondage a également révélé l'existence d'un courant tout aussi fort d'admiration pour les valeurs américaines. Et donc si les gens du monde entier réagissent instinctivement de manière négative devant la concentration du pouvoir entre les mains de l'Amérique, la conjoncture actuelle va bien plus dans le sens des intérêts de toutes les nations que les autres options. Il est certain qu'un retour à une concurrence entre superpuissances avec l'épée de Damoclès de l'annihilation n'est dans l'intérêt de personne, de même qu'il n'est dans l'intérêt de personne d'imposer au monde un modèle de gouvernance de l'Etat fondé sur la répression et sur la privation sélective. Assurément, il y a des mesures à appliquer, notamment une coopération plus cordiale dans le cadre d'efforts multilatéraux valables et une diplomatie publique affinée, que nous

pouvons prendre pour atténuer l'animosité et réduire quelque peu l'anxiété accumulée.

Mais la vérité essentielle est que les Etats-Unis proposent au monde un modèle exible de gouvernement représentatif, qui prospère dans un contexte où les esprits et les

marchés sont libres. C'est un modèle qui repose sur des valeurs que les gens du monde entier désirent et qui ne sont assurées qu'à trop peu d'entre eux. En fait, des millions de gens de par le monde aspirent à ces valeurs en dépit de leur gouvernement. Il ne faut donc pas s'étonner que certains gouvernants veuillent détourner l'attention au moyen d'un anti-américanisme pratique.

C'est ce désir fondamental de vivre libre qui constitue la base de la stratégie de sécurité nationale du président Bush, qui doit l'emporter contre les terroristes, qu'ils soient indépendants ou qu'ils tiennent un Etat en otage, et qui doit promouvoir et appuyer le développement d'institutions démocratiques dans tout le Moyen-Orient et dans le monde.

Et donc, il y va de l'intérêt du monde de voir une Amérique forte qui réussit, tout comme il y va de l'intérêt du monde de connaître le succès en Irak. Pas parce que les autres nations sont d'accord avec toutes les décisions prises par notre gouvernement, mais parce que l'autre terme de l'alternative serait un échec inacceptable, une victoire pour la terreur, une victoire pour le chaos et une victoire pour la tyrannie. Il y va de notre intérêt d'agir avec nos partenaires et avec les Nations unies pour aider l'Irak et, ce faisant, de nous aider nous-mêmes à définir notre nation dans un siècle nouveau en tant que force pérenne favorable à la prospérité dans un monde en paix.

Et donc au bout du compte, ce soldat américain présent sur ce terrain qu'il contrôle doit représenter d'avantage que la puissance d'une magnifique armée. Il doit représenter la puissance de nos idéaux. C'est la prééminence de ces idéaux qui a conféré à notre nation une telle prédominance à ce point de la conjoncture historique. Et c'est cette image de ce jeune Américain résolu, présent dans le monde, qui, en définitive, illustre le mieux l'étendue de notre puissance nationale.

TED STEVENS : POUR GAGNER LA GUERRE CONTRE LA TERREUR, LE CONGRÈS DOIT AGIR VITE

Article du sénateur Stevens de l'Alaska

(L'article ci-dessous, qui a pour auteur M. Ted Stevens, sénateur républicain de l'Alaska et président de la Commission sénatoriale des affectations budgétaires, a été publié dans le Washington Times du 6 octobre et appartient au domaine public. Reproduction autorisée.)

Pour gagner la guerre contre la terreur
Par Ted Stevens

Cette semaine, le Sénat continuera d'examiner la demande d'allocation de fonds supplémentaires d'urgence pour lutter contre le terrorisme, concernant notamment l'octroi des fonds nécessaires et vitaux pour les opérations militaires et les efforts de reconstruction en cours en Irak et en Afghanistan. Après les longues auditions la semaine dernière de témoins placés sur la ligne de front de cette guerre, notamment le chef du Commandement central des forces américaines, le général John Abizaid, et l'administrateur de l'Autorité provisoire de la coalition en Irak, Paul Bremer, il est clair qu'il y va de l'intérêt de la sécurité américaine d'agir promptement et de manière décisive pour ce qui a trait à l'examen et à l'adoption du projet de loi de finances d'urgence. La vie de nos soldats sur le terrain en dépend.

Certains sénateurs souhaitent ne fournir que les fonds demandés pour les opérations militaires en Afghanistan, l'opération Liberté de l'Irak et la guerre qui se poursuit contre le terrorisme mondial. Les fonds de reconstruction de l'Irak, selon eux, ne doivent pas être alloués à nos forces armées et il conviendrait de ne les octroyer qu'une fois que le Congrès aura examiné le rôle de notre nation en Irak. En fait, l'appui accordé à nos troupes en Irak et en Afghanistan est directement en rapport avec les efforts de reconstruction. Ces deux types de fonds sont liés. La chose est simple : les fonds opérationnels maintiennent nos soldats sur le terrain ; les fonds de reconstruction les ramèneront d'autant plus vite aux Etats-Unis. Plus vite un gouvernement, des forces armées et une police autochtones auront été mis en place, plus vite aussi nos soldats, hommes et femmes, seront-ils rendus à leur famille.

Bien que l'accroissement de la sécurité, les capacités électroniques et la démocratie aient à terme pour effet de tempérer l'extrémisme qui se développe sous les régimes anarchiques et répressifs, l'objectif des Etats-Unis en Irak ne consiste pas à créer une réplique d'eux-mêmes dans les sables du Moyen-Orient. Il ne vise pas non plus à s'engager dans une longue période d'occupation d'un pays riche en ressources qui a été livré à la brutale gabegie d'un fou qui n'a rien à envier à Hitler. Ayant libéré le peuple irakien de Saddam Hussein en moins d'un mois, l'Amérique a maintenant pour objectif d'aider les Irakiens à s'aider eux-mêmes pour créer un gouvernement qui repose sur la liberté et la primauté du droit, possibilité dont les Irakiens ne pouvaient que rêver il y a encore six mois.

Les fonds fournis par la loi de finances d'urgence viendront donner un coup de pouce à la mise en marche de l'Irak sur la longue route du relèvement. La nécessité de notre appui diminuera progressivement à mesure que l'infrastructure sera reconstruite et qu'elle commencera à fonctionner de manière efficace, et que la production de pétrole augmentera. Il est improductif d'imposer des dettes au peuple irakien pour reconstruire l'infrastructure, comme certains le voudraient. Le Conseil de transition de l'Irak n'est pas en mesure de contracter des emprunts et la solvabilité douteuse du pays constitue un obstacle majeur pour les prêteurs qui participeront ce mois-ci à une conférence des donateurs à Madrid (Espagne).

Les efforts de reconstruction déployés en Irak par la coalition constituent une démarche hardie qui vise à assurer le relèvement d'une nation après des décennies de répression et d'abus. Ouvrant de concert, des spécialistes civils et militaires fournissent aux Irakiens les instruments dont ils ont besoin pour reconstruire leur pays et redéfinir leur avenir. Nous n'aurons pas besoin d'attendre trois ou quatre ans avec des forces d'occupation comme nous l'avons fait en Allemagne et au Japon. L'Irak est en bonne posture pour opérer un redressement, étant doté de ressources naturelles en abondance et animé par un désir populaire de vivre libéré de la peur. Nous devons impérativement agir maintenant avant de nous voir contraints de relever le niveau de nos forces en Irak.

La reconstruction ne va pas sans risques, mais elle promet d'être très payante. Depuis la lutte contre le terrorisme jusqu'à la promotion de la tolérance, l'établissement d'un Irak stable et démocratique va dans le sens des intérêts des populations du pays, des Etats-Unis et de leurs alliés régionaux. Certains membres du Sénat ont déjà déclaré que les efforts de reconstruction avaient échoué. Mais ils ne proposent pas d'alternative viable. Si nous retirions les forces américaines d'Irak, les fidèles de Saddam Hussein et les jihadistes étrangers, syriens, libanais et iraniens, viendraient vite combler le vide. Le nombre de terroristes dans le pays augmenterait rapidement et l'Irak, en tant que pays, continuerait de parrainer le terrorisme. Nos côtes seront beaucoup moins sûres si l'Irak ne se maintient pas sur la route de la liberté et de l'antiterrorisme.

Pouvons-nous retarder ou refuser l'octroi de fonds pour la reconstruction ? Si nous le faisons, les troupes américaines deviendraient des occupants à long terme et des cibles de choix. Il faudrait des troupes supplé-

mentaires pour contrôler une population de plus en plus frustrée se voyant refuser la sécurité et une alimentation fiable en électricité et en eau potable. Un transfert du contrôle opérationnel aux Nations unies ? Si l'ONU et d'autres organisations internationales ont un rôle à jouer en Irak, en particulier par leurs contributions aux efforts de reconstruction, le maintien d'un commandement unifié sous la direction de l'Amérique est d'une importance clé pour assurer la transition qui dotera l'Irak d'un gouvernement stable. Nos hommes et nos femmes en uniforme ont fait de grands sacrifices pour libérer le peuple irakien. Un ralentissement de l'élan actuel à Bagdad risque d'imposer des sacrifices plus grands encore, notamment l'envoi de troupes supplémentaires en Irak et le coût accru d'une période d'occupation plus longue. Il ne peut y avoir qu'une seule stratégie gagnante en Irak : celle d'achever la tâche que nous avons entreprise. A cette fin, le Congrès doit adopter dès que possible le projet de loi de finances supplémentaire d'urgence.

(M. Ted Stevens, sénateur républicain de l'Alaska, est président de la Commission sénatoriale des affectations budgétaires.)

LAMAR ALEXANDER : DIX FAÇONS DE LUTTER CONTRE LE SIDA EN AFRIQUE

Article de M. Alexander, sénateur républicain du Tennessee, paru dans le Washington Times

Cet article écrit par M. Lamar Alexander, sénateur républicain du Tennessee et président de la sous-commission du Sénat aux affaires africaines, a été publié le 1er octobre dans le Washington Times. Il appartient au domaine public et peut être reproduit librement.

Allez en Afrique, M. Tobias Lamar Alexander

Hier, M. Randall Tobias, ancien président de la firme Eli Lilly et président de la société ATT international, a fait une déposition devant la commission sénatoriale des relations étrangères. Il a été nommé par le président Bush pour prendre la tête de son initiative visant la lutte contre le sida. Il sera chargé de mettre en application le plan sur cinq ans du président, qui porte sur quinze milliards de dollars et que le Congrès devrait financer avant la fin d'octobre, afin de lutter contre le VIH/sida dans quatorze

pays d'Afrique et des Caraïbes. Pour se préparer rapidement à sa nouvelle tâche, M. Tobias trouvera ci-après dix recommandations qui sont ressorties d'une visite de 10 jours qu'a effectuée en Afrique en août une délégation menée par le chef de la majorité au Sénat, M. Bill Frist :

1. Allez en Afrique. Pour comprendre cette maladie qui signifie la mort pour 29 millions d'Africains, pour prendre de bonnes décisions en matière d'octroi de fonds et pour réduire les tracasseries administratives, il vous faut être sur place. Et quand vous serez sur le terrain, manifestez du respect pour la façon de faire africaine. En Namibie, jouez l'hymne national namibien ; laissez au maire local le loisir de dire, comme il l'a fait pour nous, "Que Dieu bénisse l'Amérique".

2. Ouvrez pour que les seringues et les transfusions de sang soient inoffensives. Des seringues qui servent plusieurs fois, du sang contaminé et autant d'autres pratiques dangereuses pour la santé causeront au moins 175.000 nouveaux cas de sida cette année en Afrique subsaharienne. Dans un hôpital namibien, le personnel remet l'embout sur les seringues usagées, s'exposant lui-même à la contamination.

3. Sauvez les bébés. Au Botswana, 40 % des femmes enceintes sont séropositives par le VIH. En conséquence, un de leurs bébés sur trois (33 %) sera séropositif. Le fait d'administrer de la névirapine à la mère sur le point d'accoucher et à son enfant après la naissance réduit fortement ce risque qui est alors de 10 %. Le Congrès a déjà alloué des millions de dollars afin de commencer à créer une nouvelle génération d'Africains séronégatifs.

4. Faites en sorte que des médicaments peu coûteux puissent être obtenus facilement. Contre le sida, il n'existe aucun vaccin ou de traitement qui guérit, mais il existe des médicaments qui prolongent la vie. Ces antirétroviraux sont de moins en moins chers. En Namibie, le coût d'un traitement par antirétroviraux se monte actuellement à 160 dollars par personne par an. En Afrique du Sud, l'accès à ces traitements signifie que 5 millions de sidéens auront une espérance de vie de vingt ans au lieu de cinq ans.

5. Encouragez le dépistage rapide et universel. La plupart des Africains qui sont séropositifs l'ignorent ou redoutent le dépistage à cause de l'opprobre attaché au sida. De nouveaux tests rapides donnent des résultats en vingt minutes. Le fait de disposer de traitements peu coûteux représente une nouvelle incitation à subir un test de dépistage.

6. Enseignez trois principes fondamentaux : continence, fidélité et préservatifs. En prônant cette philosophie, l'Ouganda a réussi à faire tomber son taux de séropositivité de 20 % à 8 %. Dans 90 % des cas, le sida est transmis lors de relations sexuelles, une vérité que beaucoup d'Africains (et d'Américains) ignorent. La première dame d'Ouganda, Mme Janet Museveni encourage plus souvent la continence et la fidélité que l'usage de préservatifs. "L'idée selon laquelle l'extinction ou la préservation d'un continent tout entier pourrait dépendre d'une mince pellicule de caoutchouc ne me plaît pas", dit-elle.

7. Créez un "Corps du sida". Le besoin le plus grand, c'est en matière de main-d'oeuvre et de formation. Les hôpitaux ont besoins de docteurs, les dispensaires d'infirmières ; les organisations sans but lucratif ont besoin de conseillers pour servir les malades et tenir la main des mourants. Mettez sur pied un mécanisme relevant du secteur privé qui permettra aux Américains d'aller en Afrique pendant une période allant de trois mois à deux ans ; mettez ces bénévoles en relation avec des institutions africaines.

8. Creusez des puits. Au Mozambique, trois enfants sur quatre meurent avant l'âge de cinq ans à cause de maladies véhiculées par des eaux polluées. Etant donné que le sida détruit le système immunitaire, les victimes de cette maladie, quel que soit leur âge, vivent plus longtemps lorsque l'eau est propre. Une organisation sans but lucratif nous a montré un puits dont le creusement avait coûté 2.800 dollars. Nous y avons vu deux garçons qui remplissaient - et ce quotidiennement - des bidons de 30 litres qu'ils transportaient chez eux, à une dizaine de kilomètres, sur un chariot. En zone rurale, 40 % des Africains n'ont même pas autant d'eau potable à leur disposition.

9. Concentrez-vous sur la logistique. Les organismes caritatifs confessionnels sont actifs. Un nombre surprenant de fonctionnaires fédéraux qualifiés sont déjà sur le terrain. Ne planifiez pas trop ; grimpez sur le train en marche.

10. Allez vite, mais ne dépensez pas les 15 milliards de dollars trop vite. L'appareil sanitaire africain ne peut utiliser de trop grosses sommes d'argent trop vite. Il faut préparer des recommandations en matière de traitement et les enseigner à d'autres ; il y a du personnel à embaucher, des malades à trouver qu'il faut persuader de se faire soigner, des cliniques à mettre sur pied. L'année dernière, par exemple, la société minière sud-africaine

Anglo-Gold n'a épargné aucun effort pour encourager un millier de ses employés séropositifs à suivre un traitement gratuit. Il n'en a persuadé que 622.

M. Tobias a déjà eu une carrière exemplaire. Nous devrions tous être reconnaissants qu'il réponde à l'appel du service public pour faire face à cette énorme gageure.

L'espérance de vie au Botswana est tombée de 72 ans à 34 ans. En Namibie, les enseignants manquent l'école pour rendre visite à leurs collègues malades et pour assister à leur enterrement. Deux ou trois générations d'enfants sud-africains grandiront sans parents.

En août, un journaliste m'a dit à Windhoek : "Faites savoir s'il vous plaît combien nous apprécions le don de 15 milliards de dollars du président Bush. Il donne un visage humain à l'Amérique."

LES ETATS-UNIS SALUENT LE DÉMARRAGE DE LA MISSION DE L'ONU AU LIBERIA

Communiqué du département d'Etat

Les Etats-Unis saluent la mise en route de la nouvelle Mission des Nations unies au Liberia (MINUL), a déclaré, le 1er octobre, le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher.

Dans un communiqué de presse, M. Boucher note que la mission "superviser et appliquera l'accord de cessez-le-feu et de paix générale, afin de contribuer au rétablissement de la paix au Liberia et à l'élimination d'une source continue d'instabilité dans l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest".

En outre, cette mission "jouera un rôle primordial en vue d'aider les organisations internationales et non gouvernementales à distribuer à la population libérienne l'aide humanitaire dont elle a besoin, et elle aidera le gouvernement de transition à rétablir l'autorité nationale et à préparer des élections nationales".

On trouvera ci-après le texte de ce communiqué.

Les Etats-Unis se réjouissent du premier jour des opérations de la nouvelle Mission des Nations unies au Liberia (MINUL), établie par la résolution 1509 du Conseil de

sécurité. La MINUL supervisera et appliquera l'accord de cessez-le-feu et de paix générale, afin de contribuer au rétablissement de la paix au Liberia et à l'élimination d'une source continue d'instabilité dans l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest. Elle prendra rapidement les mesures nécessaires pour prêter main-forte au désarmement et à la démobilisation des combattants de tous les groupements armés. Elle jouera en outre un rôle primordial en vue d'aider les organisations internationales et non gouvernementales à distribuer à la population libérienne l'aide humanitaire dont celle-ci a besoin, et elle aidera le gouvernement de transition à rétablir l'autorité nationale et à préparer des élections nationales.

Nous apprécions les efforts assidus que le secrétaire général des Nations unies et son représentant spécial, M. Jacques Klein, ont déployés afin que cette opération puisse effectivement démarrer le 1er octobre. Nous applaudissons également la direction de la CEDEAO pour tous ses efforts en faveur de la paix au Liberia, ainsi que la force de la CEDEAO, l'ECOMIL, pour sa contribution indispensable à la mise en place de la mission de l'ONU.

La MINUL, qui prend aujourd'hui, 1er octobre, le relais de l'ECOMIL, a un mandat d'un an et ses effectifs, pouvant aller jusqu'à 15.000 membres, comprendront jusqu'à 1.115 policiers civils ainsi qu'un nombre substantiel d'officiers d'état-major, d'observateurs militaires et de conseillers civils. Une fois pleinement déployée, cette force représentera la plus importante opération actuelle de maintien de la paix des Nations unies. Les Etats-Unis sont résolus à en assurer le succès. Nous avons fourni pour près de 26 millions de dollars de soutien et de matériel logistiques aux forces de l'ECOMIL, qui deviendront le premier contingent de la nouvelle mission de l'ONU en leur qualité de force provisoire de maintien de la paix au Liberia. En outre, les Etats-Unis ont l'intention d'affecter à cette opération neuf officiers, qui y participeront tant au niveau de l'état-major qu'en tant qu'observateurs militaires.